

Miguel CALLEJA PUERTA, *El conde Suero Vermúdez. Su parentela y su entorno social. La aristocracia asturleonés en los siglos XI y XII*. KRK ediciones, Oviedo, 2001, 855 pp., index, notes en fin de volume.

Cette belle thèse, soutenue à l'Université d'Oviedo en 2000, d'une lecture agréable et claire, constitue un apport considérable. En effet, alors que notre connaissance de la noblesse hispanique du bas Moyen-Age est maintenant satisfaisante, son apparition, combien difficile à saisir, demeure encore largement un chantier à explorer.

Miguel Calleja s'est bravement attelé à cette tâche pour le nord du royaume de León, la région des Asturies. Il apparaît d'excellente méthode que d'avoir choisi le berceau de la monarchie asturo-léonaise, pour étudier sinon l'apparition proprement dite, mais l'émergence et la consolidation d'un groupe social de première importance aux XI^{ème} et XII^{ème} siècles. Il va sans dire que peu de régions offrent cette possibilité. Comme il était difficile, pour des raisons évidentes de documentation, d'embrasser l'ensemble de la noblesse asturo-léonaise, l'auteur a judicieusement choisi de se cantonner à un lignage comtal de première importance, celui de Suero Vermúdez, qui a laissé une documentation ancienne et très importante. A travers la biographie de ce personnage hors série, Miguel Calleja a tenté de retracer l'histoire d'un lignage, d'une parentèle, ce qui lui a permis de retracer largement la vie économique, sociale et politique de toute une région.

L'ouvrage s'articule autour de quatre parties, justifiées et bien équilibrées.

— L'individu et sa parentèle: réalité et représentation.

Avant d'aborder la biographie de Suero Vermúdez l'auteur s'est employé à reconstituer sa généalogie, ce qui lui a permis d'éclairer des structures de parenté de l'aristocratie locale. Il constate qu'il est fort difficile de reconstituer les liens de parentèle, de restituer un lignage dans sa continuité et dans la transmission d'un nom. Puis il passe au protagoniste lui-même, mort en 1138 et né vers 1070. Il commence par en étudier la parentèle: frères, cousins paternels et maternels, grands-parents et neveux. Puis il aborde les différences entre parenté réelle et fictive (spirituelle), souvent difficiles à discerner, avant de conclure à l'existence d'un «flou», surtout au-delà des grands-parents, à des limites incertaines de la parenté réelle, mais à des relations personnelles très denses et touffues, au début du XII^{ème} s., hors de la parentèle. Bref, la mémoire lignagère s'avère «courte», ne dépassant guère sa propre génération.

Plusieurs points sont mis en relief:

L'existence d'un «système» anthroponymique nobiliaire est prouvée, grâce notamment de la récurrence du nom du lignage du X^{ème} au XIII^{ème} s. Au XI^{ème} s. les ancêtres de Suero sont désignés par leur patronyme (*nomen paternum*, soit Vermudo, fils de Vermúdez) et peut-être même dès le X^{ème} s. Il n'existe pas encore d'*apellido* fixe et transmissible comme signe de lignage. Des exemples sont pris

dans la haute aristocratie mais aussi dans la chevalerie locale (rarement discernable) qui prend l'habitude dès la fin du XI^{ème} s. de préciser son lieu d'origine.

Le mariage et les alliances matrimoniales font l'objet d'une étude minutieuse.

La pluralité des résidences, en ville, est indispensable aux aristocrates pour pouvoir suivre le roi dans ses déplacements. De même pour les *villae*, les châteaux avec juridiction publique que le roi s'emploie à récupérer peu à peu comme centres de contrôle, les monastères et les églises propres.

Enfin, Suero eut une longue vie. Il était alors d'usage de choisir son lieu de sépulture, le plus souvent dans un monastère. Il en résultait une dispersion lignagère, chacun choisissant le plus souvent de se faire inhumer là où il était possessionné.

L'auteur conclut, au terme de ces considérations bien documentées et nuancées, que la conscience de lignage était «courte» et ne reposait pas encore sur un nom.

— La propriété aristocratique: entité, sources et modes de transmission.

Il n'y a pas de puissance sans richesse. Cette partie, peut-être moins originale, n'en est pas moins instructive.

Le mode de propriété aristocratique est la villa, appelée parfois *palacio*, ou la *heredad*. La *divisa* est la portion qu'un individu s'attribue dans la totalité d'un grand domaine d'exploitation ou de petite propriété de gestion familiale. Ces données sont bien analysées mais les comparaisons demeurent hasardeuses. L'expansion agricole commence au XI^{ème} s. et se traduit par la multiplication de villes neuves et une répartition du peuplement qui ne variera pas jusqu'au XIX^{ème} s. La noblesse y prend une large part, à l'aide de ses deniers et de ses serfs. En 1122, Suero et sa femme font un important leg à Cluny: *villae* et *heredades*, châteaux hérités, dont la valeur est impossible à estimer. La dispersion géographique de leur patrimoine s'avère importante. On ne peut déterminer si toutes les *villae* répondent au type du grand domaine «classique» ou à celui de la petite propriété de gestion familiale. Le rapport annuel semble condamné à demeurer flou. De nombreuses cartes, malheureusement illisibles pour la plupart, permettent de localiser ces propriétés. Très suggestive est l'étude de l'élevage, le comte Suero étant un grand éleveur à la recherche de la complémentarité de ses terres d'élevage pour pouvoir y pratiquer une petite transhumance saisonnière portant sur un cheptel varié.

Comme tout aristocrate de l'époque, Suero exerçait une seigneurie sur les hommes à titre personnel. Outre les serfs, en grand nombre, on trouvait des esclaves de type romain, mais aussi des paysans entrés en dépendance aux XI^{ème}-XII^{ème} s.

Cette fortune était relativement classique. En revanche l'originalité venait de l'importance des revenus tirés du roi. Les donations foncières jouaient un rôle capital dans l'ascension ou le déclin d'un lignage aristocratique. C'est ainsi que, sous le règne d'Urraca dont Suero était un des plus fidèles défenseurs, Suero et les siens s'enrichirent prodigieusement, au-delà des limites des Asturies. Mais il y avait tout à craindre d'une disgrâce.

Un des gros apports de ce travail est l'étude des revenus tirés de l'exercice de charges royales. Le roi en rémunérait les détenteurs soit par des donations foncières, soit par l'octroi de rentes attachées à l'exercice de charges publiques. Il est probable que jusqu'à la fin du XIII^{ème} s. on faisait encore en Asturies une différence entre terres du fisc et patrimoine personnel du souverain. Les nombreuses *presuras* antérieures attestent au XII^{ème} s. la présence de ces terres fiscales, friches et

cultures. En outre il existait des propriétés, des rentes associées à la dignité comtale qui produisaient des rentes annuelles fixes: perception de *juros*, *alcabalas*, *tercias*, ... péages, marchés, amendes de justice. Le roi les tenait fermement en main mais pouvait les concéder en salaire. Une telle étude est d'autant plus précieuse qu'elle est rarement possible.

— Puis on en vient aux questions successorales. La succession était le plus souvent héréditaire et non testamentée. L'application des règles wisigothiques de partage équitable entre tous les enfants, aboutit à la multiplication des lignées au XII^{ème} s., à la configuration d'une authentique noblesse, à l'opposition fondée surtout sur la richesse entre lignages de magnats et familles plus modestes. Pour lutter contre l'éparpillement des patrimoines, plusieurs solutions s'offraient: désintéresser les femmes de la succession en leur donnant lors du mariage une *donatio propter nuptias*, puis des *arras* (offerts par le mari), ainsi qu'une dot et un trousseau (fournis par sa famille). Pour l'héritier que l'on voulait avantager, on avait la possibilité de lui faire une *mejora*. Il est probable qu'on y avait déjà recours au XI^{ème} s. mais la pratique ne se répandit qu'au XII^{ème} s. Bref on peut encore parler d'une assez grande égalité des enfants devant l'héritage. Mais déjà apparaissent une certaine tendance à favoriser le premier-né et les premiers cas d'exclusion des femmes. Ces pratiques aideront à la prise de conscience et à l'individualisation des lignages.

Un long développement est consacré aux églises et monastères propres et à la réforme ecclésiastique. L'auteur rappelle la situation de l'église asturienne, encore coupée de Rome vers 1000, la prédominance des églises propres, les nombreux monastères fondés par des nobles, en particulier la famille de Suero. La bénédictinisation est envisagée avec minutie, peut-être un peu trop longuement. Suero et sa femme multiplièrent les donations à l'Eglise, en particulier au monastère de Cornellana. Rappelons le leg de 1122 à Cluny. Les relations entre clergé local et clunisiens furent conflictuelles, ce que nous apprend un excellent développement, mais la mémoire du comte Suero et de ses descendants ne cessa pas d'être honorée à Cornellana. Le monastère participait de la puissance de la famille à laquelle il reconnaissait encore un droit de patronage après 1130 qu'il rendra de plus en plus lâche.

— Avec l'examen de la carrière du comte Suero Vermúdez, le récit devient politique. Il met en relief le rôle de la noblesse à une période charnière (fin XI^{ème} s. milieu XII^{ème} s.) où l'histoire locale vient se greffer sur celle du royaume. Les grands lignages s'agitent, surtout pendant les années de jeunesse de Suero, très actif à la Cour, en particulier sous le règne d'Urraca. Il en reçoit de nombreux biens, des charges, le titre de comte et exerce une forte influence à l'aide de sa parentèle. Par la suite il prendra parti pour Alfonso VII et continuera à participer à la vie publique.

La conclusion générale est menée avec fermeté. Miguel Calleja insiste à nouveau sur la coexistence, en Asturies, vers l'an 1000, entre une monarchie solide qui tenait fermement en main son pouvoir, sa fortune et qui utilisait les services d'une aristocratie, parfois d'origine royale, comme Suero (du côté maternel), ne songeant qu'à s'enrichir mais nullement à se substituer au roi. C'est à elle que revenaient les tâches de guerre, de repeuplement et de réorganisation. Cette dichotomie était remarquable car elle permit aux rois de conserver leur pouvoir, de résister à la seigneurialisation, tout en conservant tribunaux et fisc. De son côté l'aristocratie n'a

pas encore une conscience de lignage. Certes elle aurait pu prendre exemple sur le lignage royal qui pratiquait agnatisme et primogéniture, mais elle n'y eut guère recours avant le XIII^e s., tout comme en Castille. Les partages équitables obligeaient à reconstituer le patrimoine à chaque génération et gênaient la formation d'un système seigneurial classique (présence tardive d'esclaves, désintérêt pour le FVD). Les nobles avaient besoin du roi pour en obtenir des donations et des charges rémunérées, ce qui favorisait l'établissement de liens personnels. Les deux parties se complétaient donc fort bien sans se nuire.

On ne peut que féliciter l'auteur d'avoir mené en si peu de temps un travail aussi considérable. Certes on peut formuler quelques regrets: l'aristocratie de second rang se laisse difficilement entrevoir, sa formation, sa richesse, ses fonctions. Il était probablement impossible d'en parler longuement. Il n'en reste pas moins que cette thèse, par la richesse des points abordés, dépasse la simple étude d'un lignage et deviendra un ouvrage indispensable pour toute étude sur les Asturies médiévales.

Marie-Claude GERBET.

Juan Ignacio RUIZ DE LA PEÑA SOLAR, *La Monarquía asturiana*. Ediciones Nobel. Oviedo, 2001. 213 pp.

En el año 1995, ya había publicado Juan Ignacio Ruiz de la Peña Solar un primer estudio *sobre La Monarquía Asturiana (718-910)* como aportación al volumen III de la serie sobre *El Reino de León en la alta Edad Media*¹ y que en aquel contexto se planteaba como una introducción a la historia de la monarquía leonesa. Seis años después, el mismo autor publica una nueva versión de aquel trabajo, que ahora se presenta sensiblemente aumentado y actualizado en un volumen independiente que edita en formato de lujo la asturiana Fundación Hidrocantábrico. A pesar de su apariencia externa, la obra que reseñamos está, sin embargo, lejos de ser el típico libro «de regalo», porque, por lo que se refiere a sus contenidos, Ruiz de la Peña no ha querido ceder espacio alguno a su presunto carácter divulgativo y, aunque a veces deba detenerse en la explicación de conceptos que, familiares para el especialista, no siempre están al alcance del gran público (así, por ejemplo, las bases de la querella adopcionista), ha escrito una síntesis muy densa, críticamente anotada y que, comparada con la primera que publicó, tiene la virtud, entre otras, de ponernos al día sobre los rápidos avances que se vienen produciendo en la investigación de este oscuro periodo de la transición de la tardoantigüedad al medioevo en los territorios noroccidentales de la Península, avances que prueban la preocupación por el conocimiento y comprensión de los orígenes de ese largo proceso de construcción político-social y recuperación territorial que se inicia a raíz de los acontecimientos que tienen lugar a principios del siglo VIII.

Las mejores evidencias de esta permanente inquietud son, por una parte, la continua revisión a que son sometidas las fuentes primordiales que nos informan sobre él, singularmente las crónicas áulicas del ciclo de Alfonso III que, en sólo siete años, han sido objeto de nada menos que cuatro ediciones: las de Prelog

¹ Centro de Estudios e Investigación San Isidoro. León 1995.

(1980), Casariego (1983), Gil-Moralejo-Ruiz de la Peña (1985) y Bonnaz (1987), evidencia suficiente de la enorme complejidad que presentan y las diferentes interpretaciones que pueden hacerse de unos relatos que muchas veces se contradicen entre sí y que parecen muy manipulados, cargados de fábulaciones y teñidos de ideología.

Por otra parte, resulta también asombroso que, en el corto periodo que separa las dos redacciones de esta síntesis que comentamos (1993-2000), se hayan publicado casi cien nuevos trabajos que suponen en muchos casos aportaciones sustanciales, cuando no interesantísimas nuevas propuestas, sobre aspectos directamente relacionados con el tema que nos ocupa: pensemos, por citar sólo algunos de los estudios de más entidad y calado, en la amplia revisión que sobre la estructura social de los ástures y vadinienses supone el trabajo de González Rodríguez (1997)²; en la firme y muy razonada reivindicación de unos orígenes hispanogodos para las monarquías asturiana y navarra que ha planteado Besga Marroquín (2000)³ o las propuestas de Menéndez Bueyes referidas al más que posible origen romano de la aristocracia astur (2001)⁴. Todos van en la misma dirección y juntos contribuyen a dibujar una imagen continuista con respecto al pasado romano de estas sociedades del norte peninsular, como también, en la misma línea, marchan los trabajos de Díaz y Díaz sobre la cultura asturiana como continuadora de la visigoda, con una nueva e interesante aportación del 2001⁵ o las tesis de Pastor de Garayo (1996) sobre un nuevo modelo de transición en las tierras que formaron la frontera suroriental del reino de Asturias⁶. Por otra parte, dos obras misceláneas, el congreso sobre Alfonso III (1994) y la que reúne los trabajos dedicados al prof. Abilio Barbero (1997), dan cuenta también de este enorme interés de la historiografía por muchos de los problemas, al parecer, insolubles, que sigue planteando el Reino de Asturias, y cuya posible solución pasa necesariamente, como decía, por la continua relectura de sus fuentes, sometidas —también las de archivo, como las crónicas antes aludidas—, a la más rigurosa crítica diplomática, que obliga muchas veces a matizar, o incluso a modificar, el juicio sobre el valor de su información; así, en el mismo año, 1995, dos obras fundamentales por su erudición y rigor han servido y servirán a este propósito crítico: la revisión que hace M. Lucas Álvarez de las cancillerías reales asturleoneras, complementando y actualizando la añeja edición de la *Diplomática española del periodo astur* de Floriano y la espléndida edición crítica del Libro de los Testamentos de la catedral de Oviedo⁷. Y a ellas todavía se sumaría, también en ese prolífico año, una

² M.C., *Los astures y los cántabros vadinienses. Problemas y perspectiva* (Bilbao, 1997).

³ A. BESGA MARROQUÍN, *Orígenes hispanogodos del reino de Pamplona (2000) y Orígenes hispanogodos del reino de Asturias*. Oviedo 2000

⁴ L.R. MENÉNDEZ BUEYES, *Reflexiones críticas sobre el origen del reino de Asturias*. Salamanca, 2001.

⁵ *Asturias en el siglo VIII. La cultura literaria*. Oviedo.

⁶ E. PASTOR DIAZ DE GARAYO, *Castilla en el tránsito de la Antigüedad al Feudalismo.. Poblamiento, poder político y estructura social del Arlanza al Duero (siglos VII al XI)*. Valladolid, 1996.

⁷ *El Reino de León en la Alta Edad Media, VIII. Cancillerías Reales asturleoneras (718-1072)*. León; *Liber Testamentorum Ecclesiae ovetensis*, ed. E. FERNÁNDEZ VALLINA, E. E. RODRÍGUEZ DÍAZ, M. J. SANZ FUENTES y J.YARZA LUACES. Barcelona, 1995

nueva edición de las *Obras completas de Beato de Liébana*, dirigida por J. González Echegaray ⁸.

Con todo, quizá hayan sido las aportaciones más recientes de la arqueología las que más han colaborado a la incorporación de renovadas perspectivas de análisis y al planteamiento de nuevas hipótesis o confirmación de otras ya existentes sobre los pueblos del Norte peninsular en la época romano-visigoda, poniendo al descubierto, en las últimas campañas, la evidencia material, entre otros muchos asentamientos, de un Gijón romano, articulador de un territorio intensamente colonizado por pequeñas *villae* desde el bajo Imperio (Jove, Veriña, Natahoyo, Serín, Deva, etc.) y puerto abierto al comercio mediterráneo y atlántico ⁹; o, ya desde el campo más concreto de la epigrafía, la incorporación, al raquíptico *corpus* con que cuenta este periodo, de algunos epígrafes de extraordinario interés —el hallazgo de la inscripción paleocristiana de Argüero, por ejemplo ¹⁰— o la renovada lectura que, desde esta nueva perspectiva romanista, se propone para otras inscripciones de difícil interpretación, pero que son la clave para la comprensión del proceso de cristianización-romanización de ástures y cántabros: así ocurre con algunas interpretaciones, muy atendibles, como la que hace C. García de Castro (1995) de la lápida fundacional de la iglesia de San Martín de Argüelles, en Siero, Asturias, que si fue consagrada en 583, como se propone, nos lleva, naturalmente, hasta Leovigildo, o el adelanto en más de un siglo que sugieren J. M. Iglesias y A. Ruiz a la data del polémico epígrafe cántabro de Pico Dobra ¹¹, que había sido utilizado como argumento para defender la persistencia del paganismo entre los pueblos de la periferia norteña. Todo lo cual va forzando a modificar sustancialmente la imagen del escenario en el que surge la élite social que va a cristalizar políticamente en lo que conocemos por monarquía asturiana.

Este enorme elenco de nuevas aportaciones en tan corto periodo de tiempo, evidencia, desde luego, la rapidez de los cambios y la vitalidad de la investigación histórica aplicada a este complicado periodo, pero hace también muy compleja la necesaria labor de síntesis que, en este caso, realiza con toda solvencia J. I. Ruiz de la Peña, revisando críticamente e integrando todas estas novedades de manera armónica en un actualizadísimo estado de la cuestión que se enriquece con las investigaciones personales del autor, quien aporta a este periodo algunos novedosos y sugerentes planteamientos, afinando todavía más en algunos problemas de cronología —caso del nacimiento del Rey Casto— o proponiendo nuevas localizaciones para topónimos —como el lugar *Olaliense*, o la villa de *Tentiana*— tan ligados a la etapa más oscura de la historia del Reino asturiano. Ello se ve favorecido por la sensata utilización de la geografía y el absoluto conocimiento del medio físico como escenario en el que

⁸ Ed. bilingüe preparada por J. GONZÁLEZ ECHEGARAY, A. DEL CAMPO y L. G. FREEMAN. Madrid.

⁹ C. FERNÁNDEZ OCHOA y A. MORILLO Cerdán: *De Brigantium a Oiasso. Una aproximación al estudio de los enclaves marítimos cantábricos en época romana*, Madrid, 1994

¹⁰ J. DE FRANCISCO MARTÍN, «Nueva inscripción paleocristina de Argüero (Villaviciosa, Asturias)». *Memorana*, 1. Oviedo, 1997

¹¹ C. GARCÍA DE CASTRO VALDÉS, *Arqueología cristiana de la alta Edad Media en Asturias*. Oviedo, 1995; J. M. IGLESIAS, A. RUIZ, *Epigrafía romana de Cantabria*. Burdeos-Santander, 1998. En 1994 apareció además la obra de F. DIEGO SANTOS, *Inscripciones medievales de Asturias*. Oviedo.

tuvieron lugar los acontecimientos y procesos que se analizan lo que, a fin de cuentas, supone una condición *sine qua non* para su completa comprensión.

Así se compone un relato histórico que se aglutina en torno a cuatro grandes capítulos en los que el autor sigue una rigurosa exposición cronológica, «Los orígenes del Asturorum Regnum», «Consolidación y primera expansión del Reino de Asturias», «La época de Alfonso II el Casto» y «La gran expansión del Reino de Asturias: de Oviedo a León», y cuyo hilo conductor trazan —como evidencia el título de la obra— las diferentes sucesiones en la jefatura del núcleo de resistencia astur. Con todo, y a pesar de que es intención expresa de Ruiz de la Peña limitar su análisis a los aspectos superestructurales —políticos culturales e ideológicos— del periodo, esta obra no es una historia política al uso o, dicho en otras palabras es, más bien, una historia política muy renovada, que aplica y se apoya en los postulados de otras disciplinas que aquí se interrelacionan —la arqueología, la toponimia, la antropología, el arte—, para componer un discurso en el que subyace, fundamentalmente, la historia de la sociedad astur, observada, por imposición de las fuentes de conocimiento, desde la óptica de su élite rectora. Una élite, en fin, de la que se sigue —y seguirá— discutiendo sobre su grado de implicación política en el reino de Toledo, pero que, en todo caso, es difícil ya caracterizar como indígena —en el sentido de no romanizada— y dudar de la forma «a la romana» de la que hace gala con su comportamiento social —posee *villae* palaciegas, dispone de servidumbre abundante, promueve en sus dominios el culto cristiano edificando iglesias, etc.— y que, cuando se levanta contra el poder musulmán y vence en Covadonga, está defendiendo un status social, manteniendo luego y ampliando su poder mediante una política de pactos con otras élites locales y logrando conformar un reino que ha de entenderse como la resultante de un proceso de integración paulatina del «mosaico complejo y diverso» en que se dividía el amplio espacio sobre el que se asentó.

Tal imagen puede ir revelándose de este detenido recorrido que hace el autor por la investigación más actualizada, y resulta particularmente nítida con la lectura del capítulo II, acaso el más trabajado y sugerente, dedicado a *La época de Alfonso II* que, para Ruiz de la Peña constituye, con razón, la verdadera armazón del reino y que, sin embargo, no cuenta con un repertorio de fuentes proporcional a su importancia, tanto cronológica como por la densidad de los procesos históricos que en él pueden percibirse y los problemas e interrogantes que plantea; así, la rebelión de siervos en tiempos de Aurelio, uno de los episodios más enigmáticos que incluyen las Crónicas Asturianas que no suelen detenerse en relatar los hechos sociales. Ruiz de la Peña está de acuerdo en considerar a estos *servi* —con Besga Marroquín o Menéndez Bueyes— como «individuos de condición servil», apuntando el autor a una servidumbre en el reino originada por factores externos (inmigración de gentes del sur, botín de las campañas militares), pero que tampoco excluye la existencia de una esclavitud generada por el propio sistema social astur, en lógica coherencia con las nuevas y concluyentes pruebas de la intensidad de la romanización de Asturias. Éstas contribuyen a dar también un nuevo sentido a la figura de Silo, a cuyo reinado presta Ruiz de la Peña una gran atención y que debe ser percibido como el paradigma del potentado local muy romanizado: de nombre romano, su hacienda está largamente implantada en uno de los territorios con mayor concentración de *villae* de Asturias —el de Pravia—, construye un palacio, el de Santianes, en el que asienta su corte y donde erige un monasterio en el que su viuda, Adosinda, hace profesión

religiosa y asocia en el trono a su sobrino Alfonso. Las nuevas propuestas de la Arqueología (García de Castro) también coinciden en enfatizar este temprano visigotismo del reino —que Besga Marroquín, con argumentos antroponímicos, fundamentalmente, atribuye a las inmigraciones del reinado de Alfonso I— y que, a la larga, no dejará de plantear otros tantos problemas a la investigación, pues su presupuesto obligaría, por un lado, a arrumbar, o al menos a reconsiderar, el viejo y arraigado concepto del «neogoticismo» de Alfonso II, contradictorio con la noción de un reino ya profundamente goticista casi desde sus orígenes o, por otro lado, a reducir la importancia atribuida a la inmigración mozárabe en los cambios que se perciben con más nitidez en el reinado de Alfonso III, quedando pendientes todavía cuestiones tales —y tan esenciales— como la de la importancia numérica de esa inmigración de gentes del sur y los momentos y ritmos de sus flujos migratorios. En consecuencia con las nuevas perspectivas de la investigación, habría que volver a calibrar pues la importancia real del mozarabismo y el verdadero calado de su acción aculturadora, si admitimos que la sociedad de astures y cántabros no estaba realmente tan alejada de la de otros pueblos romanizados.

En suma, esta interesante síntesis que nos ofrece Ruiz de la Peña, lejos de ser un mero «recorrido de urgencia por la etapa introductoria de la monarquía leonesa» como modestamente se expone en la introducción, es una obra muy rica en informaciones y sobre todo en sugerencias que la convierten en referencia inexcusable para conocer el más completo y actualizado estado de la cuestión sobre este periodo germinal de la historia peninsular.

Soledad BELTRÁN SUÁREZ.

Guillermo CASTÁN LANASPA, *Política económica y poder político. Moneda y fisco en el reinado de Alfonso X el Sabio*, Junta de Castilla y León, Consejería de Educación y Cultura, 2000, 234 pp. (ISBN: 84-746-95-765).

Cet ouvrage, dont José María Mínguez souligne les mérites (pp. 9-11), comprend trois parties. Elles sont précédées d'une introduction (pp. 12-18) et suivies d'un épilogue (p. 223-225). Chaque partie s'ouvre sur la problématique des questions dont elle traite. Les deux premières sont consacrées aux mesures monétaires d'Alphonse X, l'une à leur analyse (pp. 21-76), l'autre à leur interprétation (pp. 79-114). La dernière partie traite des mesures fiscales (pp. 117-219). Une bibliographie clôt le volume (pp. 227-231). Les sources utilisées n'y sont pas distinguées des travaux consultés. Ceux de Georges Duby ne sont pas cités et Marc Bloch ne l'est que pour un seul article.

La présentation des faits n'a pas été aussi rigoureusement séparée de leur interprétation que le laisse entendre la table des matières. Aussi éprouve-t-on quelque difficulté à suivre, dans ses méandres, le cours d'un exposé où les redites et les retours en arrière ne sont pas rares. Les renvois à des notes trop longues, dont le contenu aurait pu être incorporé au texte, obligent le lecteur à une gymnastique oculaire un peu fatigante. L'absence d'index est aussi regrettable.

On aurait tort cependant de se laisser rebuter par des défauts ou des imperfections dus, sans doute, à une mise en forme trop rapide, et d'abandonner trop vite la

lecture d'un ouvrage qui contraint souvent à envisager sous un jour nouveau la politique monétaire, fiscale et économique d'Alphonse X. Des points de vue et des interprétations de Guillermo Castán prêtent à discussion. Je me bornerai dans ce compte rendu à présenter rapidement les fondements méthodologiques de son enquête et les résultats de celle-ci.

Les fondements méthodologiques

Guillermo Castán, a appliqué à la société castillane de la seconde moitié du XIII^e siècle, les outils d'analyse forgés par le sociologue français Pierre Bourdieu, récemment disparu. Ce sont les notions de « violence symbolique » et de « distinction ». Il faut entendre par la première, l'ensemble des moyens par lesquels les « dominants », dans les sociétés contemporaines, légitiment, maintiennent et renforcent leur hégémonie sur les « dominés ». C'est, pour G. C. l'idéologie des trois ordres qui, au Moyen Âge, a été l'instrument de légitimation de cette violence. L'hégémonie des dominants se manifeste par des signes matériels et aussi symboliques qui leur sont propres et par quoi ils se *distinguent* des dominés, tels que, au Moyen Âge, le luxe du vêtement, l'exemption fiscale. L'individu de cette époque n'était pas l'*homo economicus* des théoriciens de l'ère capitaliste. Il ne recherchait pas le gain pour le gain. Ou, du moins, le lucre n'était pas pour lui une fin en soi, mais seulement un moyen, parmi d'autres comme la faveur royale, de conserver ou d'acquérir une position éminente dans l'ordre social et les « signes » de la « distinction » qu'elle impliquait.

Les résultats de l'enquête

Pour l'A., il y a un lien étroit entre les mesures monétaires, fiscales et économiques d'Alphonse X. Les premières ont été subordonnées aux deuxièmes et aux troisièmes. Elles ont servi un dessein politique concerté : le renforcement du pouvoir royal. Le souverain, comme ses contemporains, avait une connaissance empirique des mécanismes monétaires et savait que, soulagement dans l'immédiat, les dévaluations de la monnaie entraînaient à la longue une diminution des rentrées fiscales. Il a donc voulu une monnaie de billon stable et forte, ou relativement forte, et, aussi abondante, afin de favoriser les échanges intérieurs dont elle était l'instrument. Il n'ignorait pas que seul l'enrichissement du royaume permettait d'augmenter la pression fiscale sans la rendre insupportable, d'où les mesures destinées à le favoriser.

Pendant le règne d'Alphonse X, la Castille n'a pas subi les effets d'une crise générale, comme on le croit. Preuve en sont l'essor des exportations de laine et du commerce, les forts prélèvements exigés des juifs et de certains *concejos*. Etant donné que l'immense majorité de la population vivait du travail de la terre, seule l'augmentation de la production agricole a rendu possible l'augmentation des impositions, non point grâce à l'élargissement des espaces cultivés (échec des repeuplements d'Andalousie et de Murcie), mais à celui des rendements.

L'explication de l'hostilité des aristocraties aux mesures monétaires et fiscales d'Alphonse X et du soutien qu'elles ont longtemps reçu de la part des élites urbaines n'est pas à chercher dans la volonté du souverain de favoriser la « bourgeoisie » a

leur détriment. En tant que groupe social conscient de son existence, la bourgeoisie était inexistante en Castille. Mais le souverain a compris que l'enrichissement des commerçants et des artisans, soumis à l'impôt, était le meilleur moyen de procurer des ressources accrues au fisc royal. Le soutien des *concejos*, dont ils contrôlaient le gouvernement, a cessé lorsqu'ils ont estimé que le poids de la fiscalité était devenu excessif. D'où leur alliance conjoncturelle avec la noblesse contre le souverain.

La noblesse, quant à elle, n'a pas accepté une politique monétaire dont l'objectif était de renforcer la monnaie de billon et de freiner la hausse de l'or. Les ressources que lui procuraient les redevances de ses dépendants, acquittées dans cette monnaie ou en nature, ne constituaient qu'une faible part de ses revenus. Mais le renforcement du billon impliquait une baisse de valeur du métal jaune, et c'était grâce à l'or fourni par le butin conquis sur les musulmans ou reçu du roi en rémunération de ses services qu'elle payait les produits de luxe importés, signes extérieurs de sa «distinction».

La politique fiscale d'Alphonse X a visé à faire du monarque, sinon l'unique, du moins le principal receveur et le re-distributeur principal, sous la forme de largesses et de rémunérations de services, du produit de la «rente féodale», rôle jusque là partagé entre lui et la noblesse. Celle-ci a considéré que les initiatives (lu souverain en la matière remettaient en cause sa prééminence. Elle considérait le roi comme l'un des siens, le premier en dignité seulement. Or, devenu l'unique détenteur légitime du droit à lever des impôts ou à exempter de leur paiement, le souverain n'était plus un *primus inter pares*, mais un *princeps*. Il se situait au sommet de la hiérarchie sociale et nul ne pouvait exercer une quelconque autorité sans sa délégation.

C'est le rôle politique de la noblesse qui était menacé, et non sa prééminence sociale et ses intérêts matériels. L'accaparement par le roi du produit de la «rente féodale» a servi, sans doute, à renforcer l'appareil de l'Etat et ses moyens de coercition. Mais la classe dominante a bénéficié de la large redistribution par le souverain à ses membres de ce produit, et donc de revenus stables, au moment où les profits tirés de la guerre contre les musulmans étaient devenus aléatoires, le prix à payer étant la soumission et la fidélité.

Jean GAUTIER DALCHÉ.

Marie-Claude GERBET: *Nobles et éleveurs en Espagne à la fin du Moyen Âge*. Biarritz, Atlantica, 2003.

El libro que centrará nuestra atención ofrece la ocasión de contar en un solo volumen con los trabajos de esta prestigiosa hispanista especialista en historia medieval, que en desde sus primeros artículos centró su interés en el estudio de la nobleza bajomedieval castellana y que amplió en el curso de su investigación a la ganadería. Esa singladura se ha proyectado en importantes trabajos publicados originalmente en francés y posteriormente traducidos al castellano como: *La nobleza en la corona de Castilla. Sus estructuras sociales en Extremadura (1454-1516)*, Cáceres, Inst. Cult. «El Brocense», 1989 y *Las noblezas españolas en la Edad Media*, Madrid, Alianza Editorial, 1997. Pero la obra de investigación realizada durante más de treinta años por esta autora se encuentra también dispersa en revistas u obras

colectivas especializadas que, si bien son casi siempre accesibles, resultan de más difícil manejo para estudiantes y lectores en general. La escrupulosa reproducción de los artículos seleccionados se resuelve en un total de trece, repartidos en publicaciones de diferente origen que se incluyen manteniendo tipos de imprenta y paginación original, al igual que los elementos de aparato crítico con mapas y gráficos adaptados, eso sí, al manejable formato que presenta el nuevo libro. Nos congratulamos que la editorial Atlántica se haya interesado en dar cabida en su colección a este volumen que a modo de miscelánea nos ofrece escogidos trabajos de esta importantísima autora.

La sincronía de la obra de investigación de M.C. Gerbet arranca de los estudios sobre la nobleza castellana en Extremadura, a los que ella se acercó con nuevos enfoque y planteamientos al inicio de los años setenta, y que consiguieron renovar totalmente el análisis histórico de este grupo social. De esa fuente de conocimiento emana el conjunto de los ocho artículos que constituyen la primera parte del libro. Mientras que los trabajos sobre ganadería, que despejaron el panorama de construcción medieval de esta actividad que se convirtió en uno de los soportes económicos de los grupos de poder, se resuelven en los cinco artículos finales. A pesar de esa diferencia numérica en la relación de trabajos, la totalidad del libro se ofrece en un reparto casi equitativo por mitades entre los dos temas propuestos.

Desde presupuestos de renovación historiográfica, tanto por los temas tratados como por la metodología aplicada, la autora centró su atención en el estudio de los aspectos sociales y políticos que se añadían a los institucionales para dar un vuelco a las nuevas propuestas historiográficas. Esos estudios renovaron el panorama de los trabajos de historia e influyeron en posteriores trabajos sobre linajes nobiliarios, como los que se presentaron como tesis doctorales en las universidades españolas de los años ochenta. Aquí se inscriben los primeros temas de esta selección que no han perdido vigencia, ya que cuentan con una minuciosa elaboración de fuentes y un escrupuloso tratamiento de la información, que otorgan un carácter duradero a sus contenidos e interpretaciones. Las aportaciones de los mismos fueron de especial relevancia en el conocimiento de la baja nobleza, que se encontraba más desatendida que la alta nobleza en su análisis social y político, y que como es sabido el caso castellano constituye un importante grupo social con cierta peculiaridad histórica. Es el elevado número de nobles de Castilla, próximo al diez por ciento, que había en el conjunto de la población castellana una circunstancia que destacaba sobremanera, y contrastaba con el porcentaje de población noble de Francia o de Inglaterra y sólo encontraba parangón, fuera de la península, en el caso del lejano reino de Polonia.

Dentro al bloque nobiliario una de sus aportaciones más relevantes se realiza en el análisis de los aspectos vinculados a las posibilidades de promoción social en los reinos castellanos, en donde el estatus de nobleza en general y de hidalguía en particular era la meta ansiada. Para alcanzar esa rápida promoción el servicio de armas se convertiría en la fórmula infalible, que permitía contar con el beneficio de los privilegios reales y la aceptación de las comunidades urbanas implicadas en las acciones de avance de la reconquista y en el afianzamiento de las conquistas realizadas a los musulmanes. Sobre esta cuestión trata el primer artículo recogido, publicado originariamente en los *Melanges de la Casa de Velásquez* (1972), que centra su atención en valorar el impacto de las guerras en el acceso a la nobleza entre

1465 y 1592. Desde esa larga perspectiva cronológica contrasta la importancia del incremento del número de hidalgos en los diferentes reinados, a partir de un interesante documento de la real Chancillería de Granada. El minucioso análisis, acompañado de mapas y diferentes gráficas, ayuda a construir las interesantes conclusiones propuestas. La aparición de la baja nobleza castellana se retomará en otro artículo publicado en el *Anuario de Estudios Medievales*, 19 (1986), 557-570, ubicado en sexto lugar en la presente selección, que constituye una valoración desde la amplia trama cronológica para preguntarse por el origen de los hidalgos y caballeros en Castilla y su evolución en los siglos XIV y XV. Con un tema afín encontramos en séptimo lugar la síntesis que sobre este asunto realizara la autora para *Archivos do centro cultural português*, si bien acotado a los parámetros de inserción en las guerras de la reconquista en el siglo XV.

En el segundo artículo publicado en 1980 se analizan los desequilibrios de reparto espacial de la población noble, hidalgos y caballeros, en una proyección cartográfica sobre el territorio de la corona de Castilla a fines del siglo XV, y como tercera selección se incluye el análisis que junto a J. Fayard realizara acerca del cierre de la nobleza y la importancia de los estatutos de limpieza de sangre en el siglo XVI. En este caso, la colaboración de estas dos especialistas se tradujo en una interesante proyección hacia la edad moderna de un análisis histórico, que prueba el carácter abierto de la sociedad bajomedieval y el contraste con las primeras dificultades asociadas a la promoción social implantadas en el curso del siglo XVI. Para su elaboración fueron de especial interés los procesos de prueba de hidalguía, que permitirían conocer la construcción del modelo de familia de predominio patrilial, las exenciones y privilegios necesarios para el despegue social, y también las resistencias y oposición concejil a la incorporación de nuevos hidalgos en sus términos.

A continuación, se incluye el estudio biográfico de un particular maestro de la Orden de Alcántara, Fray Alonso de Monroy, que fue destituido y acabó como «bandido señorial» en las tierras de Extremadura. La apasionante vida de este segundón de los Zúñiga, condes de Plasencia, que muere en 1511, le permitía mostrar el desarrollo de una estrategia particular de promoción en el marco de Extremadura con un proceso personal interesante, ya que el cambio de bando de Alonso de Monroy, en el contexto de la guerra civil castellana, al aliarse con la condesa de Medellín en 1477 frente a Isabel la Católica, provocó en 1480 su caída además de la pérdida del maestrazgo que había tratado de evitar con ese cambio logístico. Se convertiría entonces en un rebelde irreductible que asolaba la región de la Serena, Medellín y las ciudades de Cáceres y Mérida, de donde tomaría prisioneros y botín hasta 1494. El seguimiento de sus acciones proporciona la ocasión de un nuevo análisis de este personaje que ya contaba con biografías anteriores.

Se ofrece en quinto lugar un trabajo titulado «Mayorazgo, estrategia familiar y poder real en Castilla», publicado en el Homenaje a J. Gautier-Dalché (1983). Se trata de un análisis acerca de la importancia que alcanza la estrategia familiar proyectada hacia la promoción social, en combinación con los apoyos del poder regio. En él se sitúa como modelo la combinación de favores y privilegios con otros recursos institucionales, junto a los mecanismos sociales que pusieron a punto los miembros de la nobleza en Extremadura, en el curso de los siglos XIV y XV. Sobre tema nobiliario, la última incorporación, publicada en el volumen de homenaje a J. Heers (1994), se desplaza hasta el territorio de la Corona de Aragón para sondear la

relación entre «Patriciado urbano y nobleza en Barcelona tiempos de Fernando el Católico. Modalidades y límites de una fusión». El análisis de la relación entre esos dos poderes se pone en relación con las innovaciones regias y la instauración de la insaculación para la elección de las magistraturas municipales.

Casi de forma simultánea a la realización de estas investigaciones, la Dra. Gerbet trabajaba en el estudio del desarrollo de la ganadería en Castilla, una de las actividades más señeras de la producción del reino que se encontraba en el origen de la exportación de lana hacia Flandes y otras ciudades pañeras del Atlántico. La parte dedicada a los ganaderos se presenta en el libro en cinco estudios que le permiten abordar el papel de grandes propietarios ganaderos. Tal es el caso de la orden de los Jerónimos que pronto se vincula a la cría de ganado y en particular desde fines del siglo XV. La localización de las fundaciones de los Jerónimos, logradas gracias a las generosas donaciones reales, permite comprobar que contaban con importantes extensiones de pastizales, dehesas y prados en su patrimonio, que se completaban con extensiones de monte baldío en Castilla, La Mancha y Extremadura. Todo lo cual facilitaba la actividad ganadera desplegada en esos espacios y colocaba a la orden reformada de los Jerónimos, junto a otros reformadores Cartujos y Cistercienses, entre los grandes propietarios ganaderos del reino, con fortunas procedentes tanto de la cría de ganado como del arrendamiento de pastos. La cuantificación propuesta de sus ingresos aporta precisión acerca del desarrollo económico de esta actividad en el conjunto del reino. Esa misma curiosidad por conocer la implicación en el negocio ganadero de las Órdenes Militares y Monásticas se resuelve en otros dos artículos publicados en la revista *En la España Medieval* en 1986 y 1991 respectivamente. Ambos sondeos responden al propósito de localizar las tierras de pastos, rentas y actividad ganadera en el ámbito peninsular para el caso de las órdenes Militares, y castellano, para la ganadería monástica medieval, que se habría beneficiado de los privilegios regios de la libertad de pasto y exenciones parciales a la trashumancia que amparaban a las instituciones eclesiásticas.

La trashumancia se encuentra también en el punto de mira de otro artículo de gran relevancia publicado en el *Journal of Medieval History* en 1991, donde analiza el volumen de tráfico ganadero, en el contexto de su emigración anual, a su paso por un punto estratégico: el puente de Padilla en Extremadura. Este era un lugar de señorío que pertenecía a los Zúñiga, condes de Plasencia, y había quedado incluido en su mayorazgo desde 1397. El emplazamiento de ese paso ganadero era conocido desde la prehistoria y a fines del siglo XV seguía canalizando la trashumancia hacia los pastos de Extremadura. La documentación manejada permite reconstruir procedencias del ganado y volumen del mismo entre 1428 y 1461, llegando incluso a apuntar la variación en su afluencia durante los meses de octubre a diciembre en los que llegaban hasta el lugar, según seis muestreos documentados en ese largo tramo de cronología.

Nobleza y ganadería en la Corona de Castilla es el tema elegido para cerrar el segundo bloque del libro, en un reciente trabajo de 1999 en el que repasa la implicación de los diferentes sectores de la nobleza en esta actividad productiva, para la que contaban con tierras de pasto, derechos y privilegios e influencia en los poderes locales y municipales. La importancia de los patrimonios y la gestión de sus fortunas en relación con la ganadería despejan algunos interrogantes acerca del interés de la nobleza en la trashumancia y en la ganadería estante, desde la baja edad media hasta los primeros decenios del siglo XVI.

Este particular conjunto de artículos agrupados en torno a esos dos temas predilectos de Marie-Claude Gerbet, se añade como es sabido a su sólido trabajo como especialista en la historia de la España medieval. El esfuerzo desarrollado en su investigación perdura en la vigencia de las aportaciones que se nos ofrecen en éste volumen y que se añaden al valioso conjunto de voluminosos libros publicados con anterioridad. Reunir trabajos que conservan vigencia e interés resulta una decisión acertada de la cual nos felicitamos, ya que el conjunto resulta muy útil tanto para los especialistas como para estudiantes universitarios que pretendan ampliar y profundizar en el conocimiento de dos grandes temas hispanos: la nobleza bajomedieval y el desarrollo de la actividad ganadera en ese mismo período.

María ASENJO GONZÁLEZ

Nicasio SALVADOR MIGUEL, *Ávila en la Literatura Medieval Española*, Ávila, Institución «Gran Duque de Alba», 2003 (Colección Monografías Literarias, nº 1). 181 pp.

La fecunda actividad editora de la Institución Gran Duque de Alba inicia una nueva colección dedicada a las monografías literarias relacionadas con Ávila. El estudio elegido para iniciar la serie corresponde a una antología de textos medievales que sitúan a la ciudad abulense en el contexto de la producción literaria de la época medieval. Ejerce el papel de antólogo el profesor Nicasio Salvador Miguel, cuya conocida pericia acerca de ambos ejes, la literatura medieval y Ávila, hace innecesario cualquier comentario adyacente.

No es la pretensión del autor (como él mismo explica en pp. 13-14) ofrecer un recuento exhaustivo de todos los textos literarios de la ciudad de Ávila, pero sí de agavillar un buen número de ellos, tal vez los más representativos, y de dotarlos de un comentario en aquellos casos en que la materia a tratar disponga de una mayor enjundia o de cierta importancia. Salvo excepciones (como la descripción de la tierra de caza abulense en el *Libro de la montería* alfonsí), los textos se refieren a la ciudad de Ávila, dejando aparte las que sin duda serían múltiples menciones a la tierra y comarca abulense. De esta forma, presentando la escoja por orden cronológico, la antología se inicia en la más antigua mención de Ávila, contenida en los *Anales Toledanos primeros* (ca. 1219), para continuar con el primer hito de la historia eclesiástica abulense, como es el martirio de San Vicente, Santa Sabina y Santa Cristeta, visto a través de las estrofas en cuaderna vía de Gonzalo de Berceo. Como es lógico pensar, la *Crónica de la población de Ávila* ocupa muchas de las referencias de la antología, y en ella el profesor Salvador Miguel realiza el primero de los comentarios extensos acerca de la fuente, dándonos a conocer los problemas acerca de autoría y fecha de composición, así como un análisis exhaustivo del valor literario del relato. En la citada *Crónica*, los episodios legendarios con resabio épico de Zorraquín Sancho y de Enalvillo, caballeros abulenses, son analizados por Salvador Miguel con certera precisión, haciéndose eco de los diferentes problemas que plantea su tratamiento.

Posteriormente, algunos fragmentos de crónicas alfonsíes, de la prosa de don Juan Manuel y de las crónicas de Fernán Sánchez de Valladolid continúan mostran-

do al lector el camino de Ávila por la literatura medieval, deteniéndose de forma concreta en la actividad repobladora de la región y los sucesos cotidianos en época de la reconquista. Se debe resaltar en estos textos que Salvador Miguel haya incluido referencias al papel que la ciudad de Ávila desempeñó en las luchas entre los infantes de la Cerda durante los tortuosos años de la regencia de María de Molina. De igual forma, adentrándose ya la antología en el siglo XIV, las *Crónicas* del Canciller López de Ayala contienen suculentas referencias a la importancia de Ávila como enclave estratégico en la guerra fratricida que habría de instalar en el trono castellano a los Trastámara.

La selección de textos sobre Ávila efectuada por Salvador Miguel correspondientes al siglo XV demuestra igualmente la magnitud de la ciudad en la turbulenta centuria, en especial con las menciones a ilustres abulenses, como los obispos Alonso de Madrigal, *el Tostado* y Lope de Barrientos, o el Condestable y Maestre de Santiago Álvaro de Luna, cuyo patrimonio territorial estuvo localizado en la comarca. Por ello, al ser escenario preferente de las luchas entre el Condestable Luna y los Infantes de Aragón, a través de la crónicas de Álvar García de Santa María, Pero Carrillo de Huete, los escritos biográficos de Pérez de Guzmán, Rodríguez de Almela o Gonzalo Chacón, se perfila la identidad de Ávila en época de Juan II; capítulo aparte merece el comentario extenso que Salvador Miguel dedica a la presencia de Ávila en un juego trovado anónimo del *Cancionero de Herberay des Essarts*, compilado hacia mediados del siglo XV.

Sin embargo, es la famosa Farsa de Ávila (1465), la deposición figurada de Enrique IV por parte de la nobleza y la elevación en su lugar de su hermano, Alfonso de Trastámara, el episodio más conocido de cuantos tuvieron lugar en Ávila durante el siglo XV, de ahí el esmero con que Salvador Miguel pretende recoger todos los testimonios crónísticos relacionados con este incidente, para que la visión pueda abarcar todas las perspectivas de observación posibles. Textos poco conocidos y poco utilizados, como el *Prohemio* de Pero Guillén de Segovia a su *Gaya Ciencia*, o el *Repertorio de Príncipes de España*, de Pedro de Escavias, son utilizados por Salvador Miguel junto a las referencias crónísticas más frecuentes, en una encomiable labor de pluralidad con respecto a las fuentes de la Farsa de Ávila. De igual forma plural, aun sin ningún acontecimiento tan destacado como aquél, están recogidos los textos correspondientes a la época de los Reyes Católicos, poniéndose el colofón con el comentario extenso a la coplilla *En Ávila mis ojos*, contenida en el *Cancionero Musical de Palacio*, y que abre una sugerente vía de estudio, como son las menciones a Ávila y a su entorno en la lírica medieval. Por realizar una mínima mácula, se echa de menos que el índice de textos finales no se vea acompañado de uno correspondiente a lugares y a personajes, para incrementar la utilidad de los textos antologados.

Salvador Miguel incluye la edición que sigue en cada texto seleccionado, aunque en muchas ocasiones prefiere atender a sus propios criterios de edición para presentar el texto de forma más adecuada. En cada comentario extenso hay una copiosa bibliografía sobre el tema, que puede servir como ampliación para muchos de los episodios analizados. Con tantos y tan buenos mimbres, el resultado final no puede ser otro sino un libro ordenado y atractivo, dirigido por igual a un público ávido de curiosidades sobre la presencia de la ciudad de Ávila en el espectro literario medieval, así como al público habitual de la comunidad académica, más acos-

tumbrado a obras concebidas bajo otro tipo de criterios. Por ello, si el estudio satisface a ambos tipos de lector por igual, no hay que escatimar mérito al antólogo, pues, a modo de émulo de aquellos admirados humanistas del *Quattrocento*, demuestra esparcir su buen hacer y buen saber tanto en esta obra como en sus investigaciones de mayor calado.

Óscar PEREA RODRÍGUEZ